

Neuvième Année - N° (91) 6

Jun 1934

# PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.  
ETRANGER: 5 fr.

## ABONNEMENT

Un an ..... 30 francs.

Etranger ..... 50 francs.

Organe de  
défense nationale  
des Peuples  
du

## CAUCASE

GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa



## SOMMAIRE

---

|                                                                                |                        |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Protestation contre l'admission de l'Union Soviétique<br>dans la S. D. N. .... | <i>Th. Aubert</i>      |
| L'histoire se répète .....                                                     | <i>D-r Mir</i>         |
| De la décomposition de l'Empire russe .....                                    | <i>Prof. Slovinsky</i> |
| Hypocrisie Soviétique .....                                                    | <i>I. Tchoulík</i>     |
| L'état d'esprit cosaque .....                                                  | <i>Ch. Bulinov</i>     |
| Le patriotisme soviétique et le décret sur la trahison....                     | <i>S. Menagarí</i>     |
| Les Association d'émigrés pour la S. D. N. ....                                | <i>G. G.</i>           |
| Revue de la presse .....                                                       | **                     |
| Chronique .....                                                                | **                     |
| Bibliographie: le Code géorgien dit Code Vakhtang                              | **                     |

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15').**

---



# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## Protestation contre l'admission de l'Union Soviétique dans la S. D. N.

Il faut qu'une protestation s'élève contre l'entrée éventuelle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques dans la Société des Nations.

Selon le Préambule du Pacte et l'art. 23 de ce document, de hauts devoirs incombent à la Société des Nations : assurer le règne de la justice et de l'honneur dans les relations internationales ; assurer le respect scrupuleux des Traités ; assurer et maintenir des conditions de travail équitables pour les hommes, les femmes et les enfants ; et le Conseil de la Société, en précisant les conditions d'admission, y a fait figurer cette exigence que l'Etat candidat possède une législation et une organisation judiciaire assurant une justice régulière à tous les justiciables.

Le Pacte ne fait pas mention de la liberté de conscience, car il n'est venu à l'esprit d'aucun de ses auteurs qu'un Etat qui la foule aux pieds, aurait l'impudeur de présenter sa candidature ; aucun d'eux non plus n'a pu imaginer un instant que pareille candidature serait accueillie favorablement.

Les fondements de la Société des Na-

tions sont donc d'ordre moral ; cette Société est sans raison d'être, elle ne peut vivre, si une haute moralité politique ne l'inspire ; si cette moralité lui manque, elle ne sera plus qu'une foire politique où se traiteront les marchés les plus honteux.

Or, un tel marché lui est proposé : qu'elle désavoue tous ses principes et l'U. R. S. S. présentera sa candidature ; l'U. R. S. S., dont le premier acte international a été la trahison de Brest-Litowsk ;

l'U. R. S. S. qui a renié tous les engagements internationaux de la Russie ;

l'U. R. S. S. qui, au mépris du traité signé par elle, a envahi la Géorgie et l'opprime cruellement ;

l'U. R. S. S. qui a annexé contre tout droit la Mongolie extérieure, province chinoise ;

l'U. R. S. S. qui est, de l'aveu de ses chefs, la « base de la Révolution mondiale » et qui montre tout son mépris de la justice et de l'honneur internationaux en fomentant la guerre civile même dans les pays avec lesquels elle a signé des pactes de non-agression.



Les protagonistes de son entrée à la S. D. N. disent que ce n'est pas exact, que le bolchevisme évolue, que Moscou a renoncé à la Révolution mondiale.

Mais alors pourquoi, en janvier 1934, au XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste russe, Staline qui est le maître de ce Parti comme il est le dictateur de l'U. R. S. S. et de l'Internationale communiste, a-t-il été proclamé de nouveau chef des forces révolutionnaires qu'il « mènera à la victoire dans le monde entier » ?

Pourquoi, à ce même Congrès, a-t-on affirmé la nécessité de renforcer l'Internationale communiste qui est l'instrument de la Révolution mondiale ?

L'Etat candidat à la Société des Nations doit, c'est là une des conditions posées par le Conseil, posséder une organisation judiciaire qui assure une justice régulière à tous les justiciables ; la Société des Nations reconnaîtra-t-elle cette justice régulière dans les pratiques de la G. P. U. ?

Comment, en présence de cette condition précise, le Gouvernement britannique, par exemple, conciliera-t-il son vote que le Foreign Office a annoncé favorable, avec les démarches diplomatiques sévères qu'il a dû faire pour obtenir la relaxation des employés de Métro-Vickers, arbitrairement arrêtés et condamnés ?

Le Monde a-t-il oublié les horreurs récentes de la Tcheka et celles de la G. P. U., qui sont actuelles ?

Un Etat qui, de son propre aveu, maintient le régime de la Terreur, qui a fusillé sans jugement ou déporté dans les camps glacés du Nord, des millions de ses ressortissants, sur simple dénonciation ou sous prétexte de « liquider » le « koulaks », cet Etat assure-t-il une justice régulière à tous ses justiciables ?

Ce même Etat a institué et maintient de tout son pouvoir le travail forcé ; sont-ce là des conditions de travail équitables ?

Par le régime des passeports à l'intérieur du pays comme par les déportations, il dispose de la population comme d'un vil troupeau ; par l'interdiction de sortir de Russie, il maintient les Russes prisonniers ; sont-ce là les conditions qu'il faut remplir pour siéger à la Société des Nations ?

La famine a régné en Russie en 1933 ; elle règne encore en plusieurs provinces en 1934. Des appels désespérés parviennent aux grandes organisations de secours des Eglises chrétiennes. Cela n'a pas empêché l'Etat soviétique d'exporter du blé et des denrées alimentaires. Est-ce donc là une recommandation pour une candidature à la Société des Nations ?

Et faut-il, pour en faire partie, persécuter tous ceux qui affirment leur croyance en Dieu ? Car l'Etat soviétique, en déclarant que la religion est incompatible avec le communisme, qualifie la propagation de la foi religieuse d'acte hostile à son égard et le châtie comme tel.

\*\*

A qui fera-t-on croire que l'U. R. S. S. va poser sa candidature à la Société des Nations en vue d'assurer « le règne de la justice et de l'honneur dans les relations internationales » ! Cette Société des Nations, Lénine l'avait traitée de « repaire paneuropéen de brigands ». Et il suffit de lire *l'Humanité* du 27 mai 1934 pour se rendre compte que ce jugement, les hommes de Moscou ne l'ont pas révisé. Ce même journal, qui est l'organe en France de l'Internationale communiste, affirme que « le pacte sacré entre tous, c'est celui que l'Etat



soviétique a conclu avec les prolétaires du monde entier et qui lui fait l'obligation de défendre les intérêts de la Révolution et de la paix ».

Mais de quelle paix s'agit-il ?

Pas de la paix sociale en tout cas, puisque le but de l'Internationale communiste, c'est la guerre civile.

Non, il s'agit de la paix que l'U. R. S. S. veut se faire garantir par ces Etats que ses propres agents cherchent à détruire en y fomentant la Révolution.

Car l'U. R. S. S. a peur de complications extérieures. Ses chefs cherchent dans la Société des Nations un ultime refuge, une protection contre les dangers qui les menacent. Danger de l'Allemagne nationaliste que la propagande soviétique avait secouée jusqu'en ses fondements. Danger en Asie, sous la forme de l'antagonisme japonais dont une des causes se trouve dans l'action révolutionnaire dangereuse que l'U. R. S. S. mène sans cesse dans ce continent. « La victoire de l'U. R. S. S. et du prolétariat mondial sur l'impérialisme du Japon, ce sera la victoire de la Révolution dans toute l'Asie », s'est écrié Manouïlsky au dernier Congrès du Parti Communiste russe.

Pour remporter cette victoire, Moscou recherche l'appui de la Société des Nations. *L'Humanité* le reconnaît ouvertement : « Le pourquoi de l'adhésion éventuelle de l'U. R. S. S. à l'établissement de Genève », c'est « un fait essentiel survenu au cours de ces derniers mois : le Japon et l'Allemagne ont quitté la Société des Nations. Le Japon et l'Allemagne, c'est-à-dire les deux puissances qui sont présentement à la tête de la conjuration antisoviétique ».

Mais pourquoi a-t-on peur à Moscou ? Bien plus que l'Allemagne qui n'a aucune frontière commune avec l'U. R. S.

S., bien plus que la menace japonaise en Extrême-Orient, ce que les chefs soviétiques redoutent, c'est qu'un conflit extérieur provoque en Russie même ce qu'il cherchent à déclancher, eux, dans tous les autres pays : la guerre civile, qui renverserait leur pouvoir.

Un journaliste français a très bien résumé ce péril : « La socialisation de l'agriculture crée de grands mécontentements dans la population paysanne ; la création d'une grande industrie sans le secours de capitaux étrangers, impose à l'ensemble de la population des privations inouïes. On peut tenir le pays avec une police bien organisée et une armée rouge privilégiée, mais une guerre, qui obligerait à mobiliser les éléments hostiles au régime ou d'une fidélité douteuse, créerait pour ce régime un immense péril. »

Le souvenir des millions de victimes russes que les chefs bolchéviques ont sur la conscience, les hante et les remplit d'épouvante ; ils sentent venir le châtiment. Voilà pourquoi ils cherchent un appui, une protection dans la Société des Nations. Les art. 10 et 16 du Pacte doivent les protéger contre des complications extérieures ; ils veulent faire de ces stipulations une « réalité vivante », ils en demandent même l'élargissement ; leur but unique est d'obtenir que les membres de la Société des Nations se coalisent avec eux contre le Japon et l'Allemagne et défendent l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'U. R. S. S. ; ils veulent les entraîner dans ce conflit éventuel pour éviter l'écroulement de leur régime, de ce régime qui déshonore la civilisation et trouble la paix intérieure des autres Etats.

Mais est-ce dans le but de maintenir un tel régime sur un sixième de la Terre que la Société des Nations a été fondée !



\*\*

Si la Société des Nations admet l'U. R. S. S. dans son sein, il lui sera désormais impossible de faire état de son prestige moral, car elle l'aura intégralement perdu. Elle ne sera plus que l'instrument de la politique de tel ou tel puissant Etat et un centre mondial de propagande bolchevique. Elle n'aura plus de raison d'être. Elle disparaîtra.

Lorsqu'on sait ce qui se prépare, les débats de la Société des Nations sur les déportations de population dont le Gouvernement de Libéria se serait rendu coupable, apparaissent scandaleusement hypocrites. La Société des Nations osera-t-elle blâmer, expulser du nombre de ses membres, cette petite République africaine, alors qu'elle aura ouvert ses bras au Gouvernement soviétique, qui a déporté des millions de ses ressortissants; Chargera-t-elle M. Litvinov de présenter le rapport sur Libéria!

En admettant l'U. R. S. S. au nombre de ses membres, la Société des Nations la cautionnera moralement. Elle couvrira d'un voile les horreurs de la G. P. U., elle contribuera à obscurcir aux yeux des nations la vérité sur la Russie, elle se fera complice.

Que la Société des Nations ne s'y trompe pas : en accueillant l'U. R. S. S., elle n'accueillera pas la Russie. Car le Gouvernement soviétique ne représente pas le peuple russe, il l'opprime.

Deux faits incontestables le démontrent :

Le premier : l'existence de la G. P. U. avec sa nuée innombrable d'agents, d'es-

pions et de dénonciateurs, répandus partout, du Pacifique jusqu'aux frontières d'Europe; de cette G. P. U. qui est munie de pouvoirs extraordinaires, de troupes spéciales et des moyens d'exécution les plus prompts pour anéantir toute révolte.

Le second de ces faits, c'est l'état de siège permanent instauré en Russie puisqu'il est interdit à tout Russe d'en sortir.

\*\*

En face de Premiers Ministres et de Ministres des Affaires Etrangères, qui se préparent à donner l'adhésion officielle de leur pays à l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. ou à se réfugier dans une peu courageuse abstention, nous ne sommes que de modestes combattants qui luttent depuis dix ans contre le bolchevisme. Mais cela ne nous empêchera pas d'adresser cette protestation solennelle à tous les Chefs d'Etats, à tous les Ministres responsables et de leur dire à la face du monde :

Vous savez ce qui se passe en Russie; ceux d'entre vous qui admettront l'U. R. S. S. dans la Société des Nations et couvriront ainsi de leur haute autorité les crimes du pouvoir bolchéviste contre le peuple russe et contre la civilisation, prendront la responsabilité de la trahison de la Société des Nations à l'égard de ceux qui voyaient en elle un instrument de justice, d'honneur et de paix.

Th. AUBERT.

Genève, Juin 1934.





## L'Histoire se répète

Dans la lutte d'intérêts réciproques et de tendances qui s'est livrée à Genève, au cours de la dernière session de la commission du désarmement, l'aggravation des rapports franco-allemands est, de toute évidence, la question qui semble dominer tous les problèmes de l'heure. Cependant, parallèlement à cette aggravation très visible, un autre fait a surgi, fait plus divergent peut-être et dont la rivalité anglo-soviétique semble faire les frais. Cette lutte ne s'est pas manifestée d'une façon si nette, si apparente que celle qui s'engage entre la France et l'Allemagne, mais bien que plus sourde, elle n'en est pas moins intensive, non moins violente.

L'activité de M. Litvinov s'est manifestée au grand jour et ce n'est pas sans une certaine appréhension que Londres a suivi ses efforts tendant à se rapprocher de la France et de ses alliés. Cette manœuvre a eu pour résultat de rapprocher les thèses anglaise et française sur la question du désarmement et c'est ainsi que la politique de M. Litvinov a subi un premier échec.

Ces faits montrent bien que l'ancienne rivalité anglo-russe n'a point cessé. La cause de cette rivalité ne saurait être imputée à la différence de conceptions politiques entre l'Angleterre et les Soviets, pas plus qu'aux questions de capitalisme et de socialisme, mais à des intérêts politiques et économiques qui se heurtent. *La politique du gouvernement britannique a, de tout temps, été réaliste et opportuniste.* L'on n'a pas oublié que des années durant, l'Angleterre a noué des relations avec Moscou la Rouge, qu'elle a fait du commerce avec les Soviets et que, seules, des divergen-

ces d'intérêts ont, ces derniers temps, porté atteinte aux relations anglo-soviétiques.

Quelles sont donc les causes de ces divergences? La politique des Etats n'est pas soumise à la volonté et au désir d'hommes politiques, pris individuellement, mais à toute une série de conditions économiques, géographiques et autres. A peine les bolcheviks eurent-ils consolidé le pouvoir et commencèrent-ils à manifester une activité politique qu'ils se trouvèrent, de par la marche des événements et des faits, dans le sillon de cette même politique, autrefois suivie par la Russie tsariste. Les problèmes des Détruits, de la Perse, de l'Afghanistan, d'Extrême-Orient, revinrent à l'ordre du jour. Le baromètre des rapports russo-anglais se trouve intimement lié aux fluctuations de l'activité de la Russie. La politique d'expansion de la Russie au Sud et à l'Est restait-elle passive, les rapports avec l'Angleterre sont normaux, mais il suffit que la Russie commence à faire une politique d'expansion, menaçante pour les intérêts britanniques, pour que les relations entre ces deux Etats deviennent tendues. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à l'année 1907, lorsque la Russie était sur le point de se trouver en guerre contre l'Angleterre du fait de son désir de s'emparer de la Perse. Ce danger fut aplani, grâce aux concessions faites par la Russie et d'où sortit le traité qui divisait la Perse en trois zones d'influence : une zone russe, une zone anglaise et une zone neutre, tout en laissant l'Afghanistan dans la sphère de l'influence anglaise, tandis que le Tibet était déclaré neutre.



Arrivés au pouvoir, du fait de la guerre mondiale et de la révolution russe, les bolcheviks déclarèrent au monde la nécessité de conclure la paix sans annexions ni contributions; ils proclamèrent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et s'affichèrent comme champions des peuples faibles et opprimés. Mais ce n'étaient là que des phrases car en réalité, à peine les bolcheviks se furent-ils consolidés qu'ils poursuivirent avec plus d'intensité encore, l'ancienne politique de la Russie tsariste. L'occupation du Caucase par l'armée rouge et la suppression de l'indépendance des républiques du Caucase furent les premières étapes de cette nouvelle politique. Peu après commença la pénétration russe dans le nord de la Perse, en dépit de la promesse solennelle faite par la Russie de respecter la souveraineté de la Perse. Des révélations faites par l'ancien tchékiste Agabekov l'on peut voir à quelles séries d'intrigues, de travaux clandestins se livrèrent les bolcheviks afin de pénétrer en Perse et dans les autres pays d'Orient. Dans le même temps, un mouvement semblable était dirigé par la Russie vers le sud-est, plus particulièrement vers l'Inde, par le Turkestan et vers l'Afghanistan. En un mot, quelques années après la venue au pouvoir des bolcheviks l'on peut constater ce même désir de reprendre dans toute son ampleur l'ancienne politique de la Russie tsariste, politique d'impérialisme dirigée vers la Perse, la Turquie, l'Afghanistan, la Mongolie, avec la seule différence que cette politique se réalise avec plus d'intensité, sans gêne aucune quant aux moyens.

L'impérialisme russe, mis en pratique par les bolcheviks, est dirigé contre les intérêts anglais; il menace ses posses-

sions et son influence en Orient. La politique traditionnelle britannique qui consiste à garder les routes qui conduisent aux Indes et dans les autres possessions en Orient se heurte à la politique d'expansion que pratiquent les bolcheviks. C'est pourquoi, aujourd'hui comme hier, à l'époque du tsarisme, nous constatons un conflit aigu entre la politique britannique et bolcheviste.

L'une des manifestations de cet antagonisme peut-être observée à Genève. Mais dans ce choc entre deux politiques l'expansion bolcheviste menace les intérêts vitaux en même temps qu'elle détruit l'existence et la vie des peuples qui se trouvent sur sa route. Tel est le cas pour le Caucase, l'Ukraine, le Turkestan qui peuvent servir d'exemple pour montrer l'énorme danger que représente la Russie bolcheviste pour les autres peuples d'Asie. La seule planche de salut pour ces peuples est leur étroite union entre eux afin de s'opposer à cette expansion. Il n'est pas douteux que les hommes politiques de Turquie, de Perse et d'Afghanistan ne se rendent compte de la réalité et de la gravité du danger. Le voyage à Ankara du chah de Perse permet de supposer que la communauté d'intérêts de la Turquie et de la Perse a été reconnue et l'on peut espérer que le raffermissement des relations d'amitié entre les deux peuples servira de base pour l'établissement d'une barrière contre l'impérialisme bolchevik.

Les peuples du Caucase et toutes les nations faisant partie de l'U. R. S. S. qui aspirent à leur libération et à leur indépendance sont les alliés naturels de la Turquie et de la Perse pour ce qui est d'opposer une barrière à l'expansion rouge vers le Sud et vers l'Est. Il est certain que la diplomatie bolcheviste ne



dédaignera pas aucune intrigue ni provocation pour ne pas donner la possibilité de s'entendre entre peuples également menacés par cette expansion, mais il faut croire que le bon sens et la juste

compréhension des intérêts de ces peuples les amènera à s'entendre au nom de la défense de leurs intérêts vitaux.

Dr Mir YACOUB.

## De la décomposition de l'Empire russe

(Suite)

Tout d'abord, on peut observer dans l'histoire mondiale du dernier siècle deux principes qui s'affrontent : celui de la concentration et celui de la différenciation. Il serait difficile de dire lequel des deux fut le plus fort, car, à côté de certains grands Etats qui sont arrivés au faite de leur puissance en rassemblant de nouveaux territoires, nous en voyons d'autres qui, bien au contraire, se sont désagrégés en se divisant en plusieurs unités. C'est ainsi que l'Empire ottoman, Etat composite, autrefois si puissant, a disparu de la carte de l'Europe au cours du siècle dernier, et qu'il n'a conservé sur ce continent que la ville d'Istanbul et son hinterland. De même, nous avons vu, en Europe, se disloquer l'Empire austro-hongrois, et, en Asie, nous assistons à la désagrégation de l'Etat le plus vaste et le plus hétérogène qui soit — l'Empire Céleste. La cause évidente de cet état de choses est partout la même : le gouvernement central de ces Etats, loin de favoriser le développement des peuples qui en faisaient partie, cherchait, au contraire, à l'empêcher par tous les moyens. Bien entendu, les peuples opprimés ne pouvaient accepter cet état de choses et leur résistance peu à peu finissait par ébranler les fondations mêmes de l'Etat. Dans le conflit entre ces

deux principes — concentration et différenciation — c'est toujours ce dernier qui l'emportait. Les influences extérieures ne jouaient dans ce conflit qu'un rôle très secondaire ; les interventions étrangères ne pouvaient qu'accélérer le processus, ce que prouvent les faits historiques que nous avons pu observer autrefois dans les Balkans et de nos jours encore en Europe Centrale et dans le Proche et Extrême Orient. Ces tendances centrifuges, étant organiques, se développaient et prenaient de l'ampleur sans aucune influence extérieure, même dans les Etats qui, par une politique intelligente et habile, ont su développer et maintenir l'unité à l'intérieur. On peut y constater tout de même l'existence de ces tendances plus ou moins manifestes. Comme exemple, bornons-nous de signaler les faits suivants : l'émancipation des Dominions, actuellement Etats indépendants de fait, la séparation de l'Irlande, la résistance aux Indes, -- en ce qui concerne l'Angleterre ; le mouvement nègre et l'arrêt de l'assimilation standardisée parmi les nouvelles générations des immigrants irlandais, juifs, allemands, ukrainiens, -- en ce qui concerne les Etats-Unis.

D'autre part la formule de concentration nationale englobe tous les Etats hétérogènes quelle que soit l'origine de leur unité. Ainsi la Grande-Bretagne et la France doivent leur puissance à leur



expansion coloniale qui apporte de gros avantages économiques, tandis que l'histoire européenne du 19<sup>e</sup> siècle est pour les trois quarts remplie par la lutte de l'Italie et de l'Allemagne pour leur unité nationale, unité basée sur la volonté inflexible des populations à former un seul Etat. L'expansion coloniale et les intérêts économiques n'ont fait leur apparition chez ces nations que bien plus tard et nous avons ainsi un exemple dans lequel nous voyons le processus de dislocation servir de base à une concentration ultérieure.

Aux exemples historiques que nous venons de citer, il faut en ajouter un autre : c'est que l'affirmation qui prétend que les Etats hétérogènes offrent de grandes possibilités de développement pour les peuples qui les composent, contredit les faits réels. De telles possibilités existent, il est vrai, mais elles ne sont presque jamais réalisées. Les meilleures conditions favorisant le développement d'une nation se trouvent justement dans les petits Etats, tels que les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, le Danemark, la Suède — pour ne parler que des Etats ayant déjà une existence assez longue. Inversement, dans les grands Etats à population homogène, il existe un danger permanent en ce qu'un niveau intellectuel et même matériel des provinces sera sacrifié au profit de la capitale et de sa banlieue. C'est ce qui est déjà arrivé en France, pays extrêmement centralisé; c'est le danger que l'on redoute également en Allemagne, au point que certaines mesures sont déjà prises pour éviter cet état de choses.

De ce qui précède, il apparaît que la thèse de la concentration dont nous avons parlé ne peut être appliquée ni à l'U. R. S. S., ni à l'Empire russe, en général. La concentration russe ne correspond à aucune des formules euro-

péennes, — franco-anglaise, italo-germanique, — ou américaine, quoique c'est cette dernière qui est le plus souvent citée quand il s'agit de la Russie. En effet, l'Angleterre a définitivement établi les assises de son unité, son mouvement révolutionnaire du 17<sup>e</sup> siècle, et la France sur les principes analogues proclamés par la Grande Révolution Française, principes qui eurent une profonde répercussion dans la vie politique de l'univers entier. Ces puissances ont porté à leurs peuples, et même au delà des océans, non pas seulement l'oppression et l'exploitation, mais aussi des valeurs morales et intellectuelles. Leur domination sur les autres peuples a élevé le niveau de civilisation de ces derniers, elle leur a facilité l'assimilation des idées issues de la civilisation européenne. Les inconvénients ont donc été contrebalancés par des avantages, — et, c'est ainsi, que cette domination a pu contribuer à l'évolution culturelle, économique et politique de différentes nationalités qui semblaient se trouver dans un état léthargique.

La Russie, par contre, a tout ravi aux peuples qu'elle a réussi à rassembler dans ses frontières sans leur donner quoi que ce soit en échange. Elle n'était d'ailleurs pas en état de le faire, car, exception faite de quelques peuplades asiatiques, tous les peuples conquis par le fer et par le feu et incorporés de force à la Russie, possédaient déjà une civilisation bien supérieure à celle de la Moscovie. Moscou a fait tout son possible pour abaisser ce niveau culturel. Par ce fait elle a souligné nettement le caractère non européen de sa concentration, et tandis que l'Angleterre et la France *élevaient* à leur niveau les peuples passés sous leur domination, Moscou les *abaissait* à son propre niveau.

L'impérialisme russe répond bien



moins encore aux formules italo-germanique et américaine. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'unité italienne et celle de l'Allemagne ont été créées par la volonté organique de ces nations qui aspiraient à une vie nationale commune dans les cadres d'un seul Etat. L'unité américaine réside dans l'existence d'une nouvelle nation anglaise créée sur son vaste territoire au cours du 19<sup>e</sup> siècle grâce à un mélange hétérocyte de diverses nationalités, composées d'immigrants, qui, dispersés parmi la population locale, fusionnaient avec elle sans résistance de leur part et sans contrainte du côté des Américains, et ceci pour la simple raison qu'ils tombaient dans un milieu de civilisation politique plus élevée. Il serait vain de chercher des analogies dans l'Empire de Russie, pour la simple raison qu'il n'y en a pas : car cet édifice n'était pas maintenu par la la communauté de valeurs morales, mais exclusivement par la force brutale, par l'armée et la police. L'essai qui a été fait de fondre tous les peuples subjugués en une seule nation russe a subi un échec complet, en grande partie, à cause des méthodes mêmes par trop simplistes et brutales.

La formule de l'impérialisme russe a toujours été et reste toujours étrangère, voire même hostile à l'Europe, car ses racines ont poussé sur un terrain bien différent. Elle puise ses origines dans les grandes conquêtes asiatiques de type despotique et non dans les conceptions politiques européennes. Elle n'a pas pu européaniser sa structure, comme l'a fait le Japon, car la bonne volonté de le faire lui a toujours manqué. Il y a eu, il est vrai, quelques essais dans ce sens. Il fut un temps où Pierre le Grand voulut donner à la Russie l'aspect d'un Etat policé; Lénine et Staline se sont efforcés de le rendre socialiste. Nous en

avons vu les résultats. La Russie n'a jamais cessé d'être ce qu'elle avait toujours été, un Etat ni policé, ni socialiste dans le sens européen de ces termes. Chercher à maintenir actuellement l'unité de la Russie c'est *chercher à conserver un anachronisme historique*, à faire revivre le *cadavre galvanisé qu'est l'U. R. S. S.*

Quant à la seconde catégorie d'arguments cités plus haut, nous n'en dirons que quelques mots. C'est l'apanage de la diplomatie standardisée, esclave de la routine qui se résume en un seul mot : « balkanisation ». On sait que les peuples balkaniques qui ont formé des Etats indépendants après s'être détachés de l'Empire Ottoman, sont devenus un centre d'intrigues et de conflits, source de préoccupations constantes pour la diplomatie européenne. La « balkanisation » de l'Europe centrale, qui s'est produite après la grande guerre, est devenue un nouveau sujet de complications pour la routine diplomatique. Qu'advient-il si l'Europe Orientale était à son tour balkanisée aussi?! Argument assez simpliste et ne pouvant reposer que sur une routine entachée de primitivisme, mais il ne faut pas le sous-estimer. Les diplomates européens sont des hommes comme tous les autres et il n'est pas exclu que parmi eux il se trouve des gens médiocres, peu prévoyants, tout comme dans les autres domaines de la vie politique ou publique. En outre, il y a beaucoup de chancelleries européennes qui ne possèdent pas de plan bien établi sur la politique à suivre en Orient. Il est donc tout naturel que la transition vers de nouvelles méthodes et conceptions politiques ne puisse se faire facilement. Mais ce ne sont pas là pourtant des difficultés insurmontables, et l'on constate déjà qu'une certaine évolution s'opère dans la diplomatie européenne. On en-



tendra toujours des récriminations au sujet de la « balkanisation », mais on finira par compter avec cet état de choses, très normal pour tout l'Orient et profitable pour l'Europe.

Telles sont les conclusions qui s'imposent après ce plébiscite pour le moins

inattendu qui se fait actuellement parmi l'émigration russe. Il a, sans doute, sa raison d'être pour les Russes tandis que pour nous il ne sert que de confirmation à nos idées, depuis longtemps affirmées et proclamées.

Prof. SLOVINSKY.

## Hypocrisie soviétique

Sur le fond de la situation générale assez tendue qui règne dans le monde, il est certaines contrées plus accessibles aux explosions, et partant plus alarmantes pour un avenir immédiat. Nous voulons parler de l'Extrême-Orient.

Si l'on considère que l'atmosphère européenne surchargée d'électricité est en partie le fait du travail du Kominintern moscovite, le caractère fatidique du problème d'Extrême-Orient apparaît plus sombre encore. Ce problème est l'un des nœuds de cet écheveau international qui s'emmêle de plus en plus. Nombreux sont ceux qui de nos jours ont compris qu'il n'y avait point d'autre moyen de dénouer le nœud qu'en le tranchant à la manière d'Alexandre. A ce sujet, les questions de guerre et de paix dont parla en toute franchise M. Mussolini, au cours de ses récents discours, ne manquent point d'intérêt. L'on n'a pas été sans remarquer que M. Mussolini a cru pouvoir affirmer que dans l'état actuel des choses, il était impossible d'arrêter la course aux armements, de même qu'on ne pouvait empêcher, en fait, le réarmement de l'Allemagne. Si de pareilles idées sont exprimées de nos jours aussi ouvertement par les hommes d'Etat d'Europe, l'on peut se rendre compte de l'état de tension dans lequel le monde est de nos

jours plongé et de l'importance que peuvent avoir ces « points névralgiques » facilement inflammables que se sont ménagés les bolcheviks. Ainsi la complexité du problème de la paix ne cesse de s'accroître du fait même de la situation créée par les bolcheviks, soit en Russie, soit dans le monde. Que ce soit dans la question de l'asservissement des peuples opprimés, aussi bien que dans d'autres domaines de politique extérieure, la position prise par la Russie soviétique dans un avenir plus ou moins rapproché manque complètement de clarté. L'hypocrisie bolcheviste complique fortement les décisions prises en vue d'une stabilisation durable de la paix, en Orient comme en Occident.

Pour bien se rendre compte du « pacifisme soviétique, il suffira de signaler certains faits en contradiction avec leurs déclarations. L'ardent apôtre de la paix qu'est M. Litvinov, traitant dans l'un de ses discours des relations germano-soviétiques, souligna les plans impérialistes du programme du nationalisme allemand et demanda ouvertement aux politiciens allemands si les mots d'ordre lancés autrefois par le national-socialisme étaient aujourd'hui oubliés? — Prononcées par le représentant de la diplomatie bolcheviste, ces paroles sont vulnérables sur un point, et la question



peut tout aussi bien se retourner vers les fervents de la paix. Lorsque les pacifistes de Moscou démontraient avec flamme que « nuit et jour » ils ne rêvent que de paix et de collaboration, serait-ce même « avec les impérialistes bourgeois », si cette collaboration pouvait retenir les belliqueux Allemands et Japonais de leurs « funestes » desseins, ils n'agissaient pas autrement que les nationaux-socialistes. Les bolcheviks ont-ils oublié leurs mots d'ordre touchant à la révolution mondiale? Le Komintern moscovite a-t-il fait une déclaration en vertu de laquelle il renoncerait à la « conception » de l'imminence des guerres et de l'impossibilité de les prévenir par des moyens « bourgeois »?

Les attaques mensongères contre la S. D. N., en vue de discrediter cette « misérable » institution aux yeux du prolétariat mondial, sont-elles reconnues? Le bolchevisme a-t-il renoncé à son principe fondamental selon lequel il faut détruire par la force les systèmes bourgeois, où qu'ils soient, et que pour atteindre ce but, un conflit entre peuples est nécessaire, inévitable?

L'on chercherait vainement dans les discours les plus pacifiques des politiciens bolcheviks, dans les œuvres des publicistes, la moindre allusion au rejet de cette doctrine fondamentale. Vraisemblablement, la politique de « paix » s'harmonise, chez les bolcheviks, avec les discours qui repoussent toute idée de paix permanente en tant que ne cadrant pas avec le régime bourgeois. N'est-ce point là un paradoxe que de voir les « pacifistes » embrasser la croyance qui rejette toute idée de paix! Quel paradoxe « historique » que celui par lequel pour des raisons d'opportunité, que les bolcheviks considèrent comme des nécessités du moment, une partie de l'Europe et de l'Amérique est obligée de se

rapprocher du pays du bolchevisme afin de dresser une barrière au national-socialisme! Quel paradoxe encore que ce représentant de la politique extérieure du pays soviétique faisant au « parlement » rouge un exposé des succès éminents remportés sur le terrain de la collaboration entre un pays communiste et des Etats bourgeois d'Europe et d'Amérique dans l'œuvre de la paix! Si l'édifice de la paix européenne doit reposer sur le « pacifisme » des forces anti-pacifistes, il est difficile d'être optimiste. Ne voyons-nous pas le *Daily Mail* sonner l'alarme contre les tendances militaristes toujours croissantes de la Russie soviétique et citer, à l'appui, un article du journal *Osoaviachim* dans lequel est décrit le travail de l'une des sections de cette association, placée sous la direction de spécialistes militaires et de savants dont le seul désir est d'accroître les qualités combatives du pays?... La tâche de ladite section « et de ses chefs universellement connus » consiste à militariser la population de la Russie soviétique et les 14 millions de membres de ladite association. En outre, les savants, membres de l'association, s'occupent de l'étude des gaz asphyxiants qu'on utilisera en cas de guerre avec les derniers engins perfectionnés d'aviation.

A signaler encore la dernière circulaire qui vient d'être publiée dans l'organe des syndicats, *Troud* du 15 avril, concernant le concours organisé dans lesdits syndicats pour la préparation de 300.000 tirailleurs de Vorochilov.

L'on pourrait facilement citer encore d'autres exemples susceptibles de confirmer la mise en pratique des programmes du bolchevisme. Il est vrai que les politiciens officiels bolcheviks ont plus d'une fois souligné en termes catégoriques le pacifisme exceptionnel du pays



des soviets et l'absence complète de toutes intentions agressives contre quiconque. Cependant, les contradictions qui existent entre les discours des chefs bolcheviks et les déclarations officielles sont un fait que les politiciens les plus réservés ne peuvent passer sous silence sans agiter le spectre du danger bolchevik. En dehors du programme officiel, il existe encore d'autres conditions dans la vie de la Russie soviétique qui ne manquent point de susciter de l'inquiétude; ce sont : la marche fiévreuse aux armements, la croissance du budget militaire et, ce qui est plus important encore, l'éducation systématique et ordonnée de la jeunesse soviétique dans un esprit belliqueux, esprit qui répond bien mieux au programme du bolchevisme que la déclaration des politiciens et des diplomates soviétiques. Si au début de la prise de pouvoir par les communistes, un espoir éphémère a germé dans les masses à l'idée que les nouveaux « Messies » connaissent le secret du bonheur qu'ils ne tarderont pas à donner, les années d'oppression qui suivirent montrèrent le mal fondé de pareilles espérances. L'attrait du communisme, basé sur la lutte des classes n'anime plus les masses laborieuses et paysannes; elles ne se laissent plus tromper par les promesses du bonheur; aux appels pour la défense de la « patrie » ils répondent sans enthousiasme, sans empressement, sans foi. L'on sait trop bien de nos jours ce que valent ces appels bolcheviks à la défense de la « patrie » et la dose d'hypocrisie qui s'en dégage.

« Pour la patrie! Cet appel active la flamme de l'héroïsme, la flamme de l'initiative créatrice dans tous les domaines, dans toutes les parties de ce qui constitue notre vie si riche et si variée. La défense de la patrie, c'est la loi suprême de notre vie! Pour la patrie, pour sa

gloire et son honneur, pour sa puissance et sa prospérité! »

Mais où donc se font entendre ces appels? Où retentissent ces mots d'ordre nationaux sur l'amour de la patrie, sur son honneur et sur sa gloire? Dans quel pays se manifeste cet héroïque sentiment national? Dans quel organe de presse parle-t-on de ce sublime appel à « l'amour de la patrie et à l'orgueil national »? Il est difficile de se représenter que ces mots d'ordre ont été lancés dans le pays du Komintern, dans les colonnes de la *Pravda*, organe central du parti communiste de l'U. R. S. S., dans un article de fond du 9 juin, paru sous le titre « Pour la Patrie ». Toute la phraséologie de l'article repose sur un ton qui n'a rien du communisme ni de l'internationalisme, pas même la moindre allusion à la révolution mondiale, aux tâches du prolétariat mondial le terme même de « parti socialiste » qui, autrefois, dans les cas de nécessité forcée figurait dans toutes sortes de proclamations de caractère « patriotique » fait aujourd'hui défaut. La patrie! Quelle devise que celle-là, vieille et disgracieuse pour l'internationalisme. Comme elle rappelle le régime national « bourgeois »; comme elle est loin de la conception bolcheviste qui rejetait avec dédain l'idée même de l'existence nationale des peuples! Dans ce repli du communisme, dans cette nouvelle terminologie ou pour mieux dire, dans cette tentative de ressusciter le passé, l'on découvre un symptôme de nouvelles tendances politiques au pays des soviets. L'on sent la nécessité de créer quelque chose d'analogue au patriotisme, basé, non plus sur la révolution mondiale, sur la lutte de classes, mais sur des sentiments populaires sous le couvert desquels le Komintern doit poursuivre son travail destructeur. Cette affirmation se



justifie par l'article de Vasilkovski, paru dans la *Pravda* du 28 mai sous le titre « La loi suprême de la vie », dans lequel l'auteur parle de l'ardent amour des citoyens soviétiques pour leur pays, en même temps que résonne un autre motif, celui-ci agressif, belliqueux, lié aux dangers que créent, pour les Soviets, les nécessités du programme du bolchevisme. C'est là précisément qu'est la clé de la nouvelle déviation « nationale » au pays du communisme. Peut-être que dans la lutte presque inévitable qui se dessine en Extrême-Orient, les bolcheviks cherchent une force psychologique, plus réelle, plus effective aux yeux des masses que le communisme et la révolution mondiale. Ce n'est pas qu'ils renoncent à cette propagande révolutionnaire, les principes du bolchevisme restant intacts, mais les moyens, les méthodes pour l'incendie mondial diffèrent. L'on s'efforce de réveiller les sentiments liés à l'idée de patrie, de nation, sentiments si étroitement liés à la nature même de l'homme.

Cette déviation de tactique, plus que de tactique peut-être est liée à l'idée des bolcheviks que le danger d'explosion n'est pas seulement réel, mais qu'il est imminent, et c'est pourquoi il convient de préparer à temps une psychologie des masses, appropriée.

Le correspondant du journal *Sotsialistitcheski Viestnik* signale les bruits qui ont cours au sujet de la guerre, ainsi que les mesures prises par les bolcheviks à cet effet « Le gouvernement soviétique est actuellement très préoccupé du soin de créer des rapports plus amicaux avec les masses de la population, avec les paysans en particulier. Cette manœuvre, rendue nécessaire à raison de la consolidation de l'arrière du fait d'une guerre inévitable, n'est mise en doute par personne en Union soviétique.

L'on ne discute que du jour où cet événement se produira. Cette intuition de l'imminence d'une guerre domine tout, régit tout.

Parallèlement à la préparation technique qui se poursuit hâtivement, des essais sont tentés ces derniers temps en vue d'une préparation politique et c'est ainsi qu'on cherche à renforcer les positions d'ordre moral à l'intérieur du pays. »

Il est bon de remarquer que l'article de la *Pravda* « Pour la patrie » a été inspiré par la publication du nouveau décret sur les crimes de haute trahison qui renforce les peines encourues. Le nouveau décret frappe tous ceux qui porteraient atteinte à la puissance militaire de l'U. R. S. S., à son indépendance, à l'intégrité de son territoire. Ces actes portent de nos jours, dans le code soviétique, le nom de trahison contre la patrie, et ce nom de « patrie » apparaît pour la première fois dans un langage officiel en prévision du danger de guerre et des préparatifs militaires. « La défense de la patrie est la loi suprême de la vie » ; et celui qui lève son bras contre sa patrie, écrit la *Pravda*, celui qui trahit son pays doit être exterminé ! » L'extermination des traîtres par de rigoureux moyens, c'est la première confirmation, le premier rappel des sublimes sentiments propres à l'humanité envers la patrie et les nationalités. N'est-ce point caractéristique pour les conceptions bolchevistes, pour la psychologie bolcheviste ?

Quels que soient les motifs de ce nouvel appel aux sentiments de patrie, peu importe, mais ce qui est grave, c'est l'obligation de défendre le pays au nom de ces sentiments, symptôme de l'inquiétude qui règne en attendant le moment de la catastrophe. Les bolcheviks se cramponnent avec toute la force du dé-



sespoir à ces moyens pour puiser des forces à l'idéal historique de patrie, lequel n'est autre qu'une feuille de vigne à l'idée de nationalisme rejeté par le communisme. Véritablement, c'est là un

trait d'hypocrisie bien significatif après 17 années de propagande internationaliste !

Ibrahim TCHOULICK.

## L'État d'esprit cosaque au pays natal

*Les rapports entre bolcheviks et cosaques.*

Il est une question qui peut se poser tout naturellement : c'est celle de savoir dans quelle mesure le mouvement libérateur cosaque répond à l'état d'esprit et aux aspirations des Cosaques restés au pays natal. L'état d'âme s'harmonise-t-il avec les désirs du peuple dans son ensemble ? A cela on peut répondre que le programme des Cosaques nationalistes répond entièrement aux désirs actuels du peuple cosaque dans son ensemble, exception faite de certains individus parmi les anciens hommes politiques.

Cela s'explique facilement. L'émigration cosaque est l'incarnation même du peuple cosaque ; ce n'est pas seulement la fleur de la pyramide sociale du peuple qui a été ainsi jetée dans les rangs de l'émigration, des représentants des classes aujourd'hui disparues comme celles que constitue l'émigration russe, mais bien une partie du corps vivant cosaque, fendu en deux verticalement par le glaive bolchevik. Le peuple cosaque de « là-bas » et son émigration, telle que nous la voyons ici, ont été physiquement séparés l'un de l'autre sans parvenir toutefois à les briser moralement. Leur âme chante toujours à l'unisson ; leurs cœurs battent à l'unisson.

Les Cosaques ont dû émigrer, non par suite de quelque révolution politique ou sociale dans leur pays, mais du fait de

la défaite dans une guerre contre des *forces étrangères*, sous la pression de l'armée rouge russe tout comme Belges et Yougoslaves durent émigrer, on s'en souvient, sous la pression de l'armée allemande. Et ce n'est pas une partie, une classe déterminée du peuple cosaque, mais les représentants officiels de la Cosaquie : gouvernement, parlement, organes administratifs, armée et une bonne partie de la population civile.

En acceptant leur programme politique, en se préparant à la lutte pour l'indépendance nationale, les Cosaques nationalistes ne comptent nullement sur des considérations d'ordre sentimental, pas plus que sur la victoire de l'équité. En politique, le sentiment est une arme bien précaire et quant à l'équité, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle est d'une bien minime utilité.

Cependant quelles que soient les mœurs cosaques au point de vue du droit historique et politique, quel que soit leur amour envers leur patrie cosaque, rien ne peut en résulter au profit de la cause cosaque si elle n'est basée sur des fondements réels, c'est-à-dire si elle ne répond au ferme désir du peuple, si elle ne s'appuie sur une force réelle, vivante du peuple.

Pour nous servir d'une expression de M. Milioukov, « ce n'est pas par les cris qu'on arrivera à chasser les bolcheviks ».



Cela est vrai et en cela réside la tragédie des tendances politiques des émigrés russes qui, dépourvus d'appui vivant parmi le peuple, « tablent » tantôt sur « l'opposition » communiste de droite ou de gauche, selon leur goût, tantôt comme les Jeunes-Russes « misent » sur les « jeunesses communistes », les « pionniers » et les brigades de choc ». Fort heureusement les Cosaques ont la possibilité de miser sur leur peuple qui en maintes circonstances a montré unanimement son hostilité contre les bolcheviks et contre Moscou par des soulèvements.

Qu'il nous soit permis de confirmer ce que nous avançons par les témoignages de trois catégories de citoyens soviétiques, autrement dit par le témoignage d'un représentant du pouvoir soviétique, d'un Cosaque et d'un écrivain soviétique.

Le premier, secrétaire du Comité régional du parti communiste du Caucase du Nord, le camarade Cheboldaev, dans son discours à la conférence du parti régional Azov-Mer Noire, à Rostov-sur-le-Don (*Molot* du 23 janvier 1934) a déclaré que sur les territoires cosaques une forte unité qui n'est pas communiste a été constituée. Pour détruire cette « unité de front », le pouvoir soviétique a été obligé de mobiliser 20.000 communistes. — C'est tout ce que nous avons pu faire de mieux pour la campagne, attendu qu'ils étaient considérés comme présentant des qualités militaires suffisantes.

Parlant des heureux travaux effectués par ces 20.000 communistes de choc envoyés contre les villages cosaques, le camarade Cheboldaev déclara :

« Lorsque nous avons regardé plus attentivement, que nous avons observé plus profondément le travail clandestin de nos stanitsas (villages), nous avons découvert des organisations entièrement

contre-révolutionnaires, parfaitement constituées, prêtes à entrer en action. Nous avons trouvé des dizaines de mille de contre-révolutionnaires et de saboteurs organisés, secondés par d'importants groupements d'éléments s'adonnant au sabotage et prêts à marcher contre le pouvoir soviétique. Ces groupements se disposaient à lutter en décomposant les kolkhoz pour mieux affaiblir notre force politique à la campagne, en préparant un véritable soulèvement... Tout ce travail certainement était en connexion avec des plans d'intervention à date déterminée ; tout cela est aujourd'hui démontré, documents en main... »

Après avoir rappelé l'heureuse issue de la lutte contre la préparation clandestine cosaque, le camarade Cheboldaev poursuit :

« Est-ce à dire qu'en nous basant sur ces résultats nous pouvons affirmer que nous en avons fini avec les saboteurs, que tout est pour le mieux à présent?... Evidemment *non!* la réalité, la vie par elle-même nous dit que nous devons encore lutter, qu'une lutte tenace, acharnée va se poursuivre... Le passé peut se renouveler.

Le développement du danger nationaliste parmi les éléments nationalistes, autrement dit parmi les Cosaques, provient, d'après le camarade Cheboldaev, de l'observance des traditions qui des siècles durant, ont nourri certains milieux de la population cosaque.

C'est en ces termes que le représentant du pouvoir soviétique caractérise la situation politique parmi les Cosaques. Mais voici ce que nous apprend à ce sujet la lettre d'un Cosaque, lettre très caractéristique dont voici les principaux passages :

« L'extermination de l'élément cosa-



que se poursuit sans répit sur un plan bien établi. Depuis bien, bien longtemps déjà, je n'ai pas entendu prononcer le mot « Cosaque ». Les Cosaques marchent ainsi que des spectres; vienne la fin plus vite... Presque rien n'est resté de la population cosaque de la stanitza N..., la moitié de sa population actuelle est constituée par les lapotniki (paysans russes, du nom de leur chaussure de tôle) que je suis prêt à égorger avec un roseau. La plupart des Cosaques sont en Sibérie ou dans le nord russe au climat rigoureux. Je te demande d'apprendre à nos enfants d'aimer la Cosaquie. Pour ce qui est des nôtres, non seulement nous ne pouvons les instruire, mais nous avons du mal à les nourrir. J'ai le ferme espoir qu'un jour viendra où vous aurez la possibilité de rentrer dans le nid dévasté; vos enfants pourront alors dire aux nôtres ce que c'est que la Cosaquie, quelles sont ses origines; apprenez-leur des chansons cosaques car tout est dit en elles. Pour nous en ce moment, nous ne souhaitons qu'une chose, que les Turcs viennent et qu'ils nous délivrent des moscovites. Mieux vaut être au service du sultan (des Turcs) que des lapotniki... Tu as dû certainement apprendre par les journaux qu'un soulèvement avait eu lieu au Kouban. Les soldats qui ont pris part à la répression ne peuvent froidement raconter le carnage auquel se livrèrent les tchékistes. Nous vous demandons donc de faire connaître notre histoire; c'est là un impérieux besoin... »

Cette lettre, sorte de testament cosaque, nous est parvenue récemment; elle porte la date du 21 janvier 1933 et contient en termes exposés simplement les désirs les plus sacrés des Cosaques. Les idées exprimées dans cette lettre expliquent la situation faite aux territoires

cosaques, telle qu'elle a été exposée dans le rapport du pouvoir soviétique, par le camarade Cheboldaev.

Une pareille psychologie, un tel esprit politique cosaque trouve son expression dans la littérature artistique soviétique elle-même. C'est ainsi que l'auteur du roman *Tikhi Don* de M. Cholokhov, par la voix de son principal personnage, le Cosaque Grégoire Melikhov, produit le monologue suivant :

« Les voies de la Cosaquie se sont croisées avec les voies du paysannat pauvre de Russie et avec celles du monde des fabriques. Il faut se battre avec eux; il faut leur arracher cette terre grasse, arrosée de sang cosaque. Il faut les chasser du territoire, ébranler Moscou et l'obliger à conclure un traité infâme. Ne pas se contenter d'une simple piqure, mais taper dur, sans répit. Un essai a été fait: on a laissé venir les régiments rouges sur le territoire cosaque; on en a goûté les délices! Il est temps de prendre en main le sabre! »

Les rapports entre Cosaques et Moscovites sont dans ces quelques lignes mis en relief dans toute leur gravité : la lutte jusqu'au bout.

Comme on le voit, ce Cosaque, dans son désir de lutter, de se battre contre le « moujik russe » n'est pas influencé par des motifs historiques, politiques ou de droit, il s'inspire de faits plus prosaïques : il voit que les moujiks s'emparent de ses terres et son esprit pratique conçoit que cela n'est pas avantageux pour les Cosaques; son séparatisme se résume par une question : celle du profit à retirer de l'une ou l'autre existence cosaque.

N'est-ce point sous cette forme que se pose le problème des peuples opprimés. Lorsque le Cosaque dit : « Nous voulons ce qui nous est profitable », n'exprime-t-il pas aussi ce que brièvement



demandent les peuples qui luttent pour leur indépendance?

C'est sous cette forme que les Cosaques-nationalistes posent la question. Pour eux, la question de l'indépendance politique peut s'exprimer par la volonté de résoudre progressivement les problèmes qui en connexion avec les possibilités politiques de l'heure apparaissent plus avantageux, économiquement parlant. L'étendard de lutte pour l'indépendance a été levé pour la raison que le salut physique et les avantages économiques du monde des Cosaques ne sont désormais possibles que tout autant qu'ils vivront d'une existence indépendante. Aussi les Cosaques « ne renonceront jamais, ne peuvent renoncer à leurs idées séparatistes tant que l'intérêt de la construction basé sur ces idées surpassera les intérêts de la construction sur d'autres bases. »

C'est là toute la philosophie de ce simple cosaque — séparatiste, personnage du roman d'un écrivain soviétique.

La Cosaquie est brisée, mais, nous dit Cholokhov, elle vit fixée au sol par d'avidés et puissantes racines; elle se tasse frileusement sur cette terre-noire fragile, se nourrit de son sang noir vivifiant et attend le printemps, le soleil, pour se lever... et elle se lèvera, le moment venu... »

Il ne nous appartient pas de discuter cette croyance de l'écrivain soviétique en ce qui concerne la renaissance de la Cosaquie. Nous ferons seulement remarquer que cette renaissance inévitable de la Cosaquie est un grand sujet de crainte des bolcheviks. Ce n'est pas en vain que dès le début, ils supprimèrent le mot cosaque, qu'ils portèrent toute leur cruelle attention sur les Cosaques, qu'ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour tuer l'esprit rebelle cosa-

que, pour liquider ce nid cosaque, dangereux pour leur stabilité.

C'est ainsi qu'ils transformèrent, qu'ils morcelèrent le territoire cosaque, qu'ils le partagèrent entre différents rayons administratifs afin de couper tout lien entre cosaques. En tant qu'ennemis de classe, ils subissent des persécutions cruelles, sans exemple dans l'histoire.

Sous le prétexte de collectivisation, toute la richesse économique des Cosaques a été saisie et quant à la population cosaque, considérée comme « koulak », elle a été déportée par trains entiers dans des régions lointaines et à leur place, les moujiks russes, élément plus docile, sont venus s'installer. Les cheveux se dressent lorsque l'on apprend la manière dont la collectivisation a été réalisée dans les villages cosaques.

Et cependant, malgré toutes les mesures prises par le pouvoir soviétique, les bolcheviks n'ont pu briser l'esprit rebelle des Cosaques. En dépit d'une terreur sans exemple, les Cosaques n'ont point déposé les armes : ils mènent contre les bolcheviks une lutte incessante de sape qui dégénère parfois en rébellion ouverte ainsi que le déclare le camarade Cheboldaev dans son rapport. C'est en raison de cet état d'esprit cosaque, de cette ferme volonté de poursuivre la lutte que les bolcheviks ont décidé de décimer physiquement le monde cosaque, tâche qu'ils exécutent non sans méthode.

Staline lui-même n'a-t-il pas formulé les rapports entre le pouvoir soviétique et les Cosaques lorsqu'il a dit : « Les Cosaques sont les ennemis irrécconciliables du communisme; je ne doute pas qu'ils tireront parti de la première possibilité qui s'offrira pour se soulever contre nous. Nous devons les anéantir »



au point qu'il ne reste d'eux le moindre souvenir. »

En cela réside le malheur et peut-être aussi le bonheur des Cosaques : le malheur en ce sens, qu'ils subissent, du fait de leur esprit épris de liberté, de

leur volonté de continuer la lutte, les souffrances les plus inhumaines ; le bonheur aussi, du fait que cette volonté peut leur apporter leur liberté et leur indépendance tant désirées.

Chamba BALINOV.

## Le « patriotisme soviétique » et le décret sur la « trahison »

De nos jours il est de bon ton de parler de la force et de la puissance militaire des Soviets. Tout chacun discute sur ce thème et, « documents » en main, démontre la stabilisation, l'inaltérabilité du régime, la prospérité des peuples de l'Union, leur fidélité sans bornes au pouvoir soviétique. Nous admettons facilement que de tels raisonnements à l'étranger sont provoqués par des motifs d'ordre politique, par la conscience d'un bouleversement mondial possible du fait des événements que nous vivons, mais quelle que soit la valeur de ces affirmations, elles sont erronées dans leur base et cachent en elles-mêmes pour de nombreux optimistes de dangereuses surprises.

Sous ce rapport, le dernier décret du gouvernement soviétique sur la « trahison de la patrie » a une importance considérable. Pour la première fois au cours de ces dix-sept années, le mot « patrie » a été prononcé dans la presse soviétique et dans les chancelleries et avec tant d'aplomb que toute action dirigée contre le « pays » est punie de mort.

Qu'est-il donc advenu ? Qu'est-ce qui a pu provoquer un si brusque changement dans la politique des dictateurs

du Kremlin et faire déclarer inviolable ce que, hier encore, l'on considérait comme « contre-révolutionnaire » et « préjugé petit-bourgeois » ? Est-il possible que les bolcheviks se soient assagis et qu'après avoir commencé par la terreur, ils terminent leur révolution par le « patriotisme » ? Pour tout observateur impartial, il est clair qu'il ne saurait ici être question pour les bolcheviks de renier leur nature. Né dans le sang, ce régime ne peut vivre que dans le sang et la terreur. Le décret concernant la « trahison » confirme notre point de vue.

Trois points du décret sur quatre parlent tout spécialement des militaires ; il est question de « livraison de secret militaire », « de fuite à l'étranger », de « vol à travers la frontière », etc. Par cela même on peut voir que les cas de désertion de l'armée rouge et de « vol à travers la frontière » sont devenus habituels. Vraisemblablement le cas de l'aviateur Kravtsem n'est pas unique et cela se produit en temps de paix. Qu'advient-il dès lors en cas de guerre ?

Il est clair que le décret concernant la « trahison » a été dicté par la peur de voir se produire des désertions en



masse et cette peur s'empare déjà des gens du Kremlin. Elle est à ce point grande que d'avance, alors qu'aucun front n'existe, pas plus que des opérations militaires, que le gouvernement commence néanmoins à prendre des mesures que l'on n'avait même point prises au temps de la grande guerre. C'est ce qui ressort de la deuxième partie du point 3 où, en même temps que les « traîtres » et complices, « les autres membres majeurs de la famille du traître, vivant avec lui ou à sa charge... sont privés du droit de vote et déportés pour cinq ans dans une région éloignée de Sibérie. » Ce qui veut dire que, en vertu de ce décret, des innocents sont tenus de répondre pour les actes de l'un des membres de la famille. Ce système de caution solidaire n'est pas nouveau dans la réalité soviétique où, bien souvent, sans motif aucun, on fusillait des femmes, des enfants du seul fait d'avoir eu un degré de parenté avec un « contre-révolutionnaire » quelconque. Mais dans le cas présent le but est nouveau ainsi que la forme de terreur bolcheviste.

Par lui-même le décret est intéressant en tant que document qui témoigne de la faiblesse et de la peur des Soviets en présence d'événements qui mûrissent et qui montre la situation désespérée dans laquelle se trouve acculé le pouvoir soviétique, tant au point de vue militaire que politique.

Voyons maintenant les deux côtés de la question : Ce n'est pas le fait du hasard que les bolcheviks, « d'insurgés mondiaux », sont devenus des « anges de la paix ». Les événements de politique extérieure de ces dernières années joints à une pénible situation intérieure causée par l'échec du plan quinquennal, notamment par l'effondrement de l'économie rurale et le redoublement du mé-

contentement des masses obligèrent les bolcheviks à chercher des voies pour sauver leur domination. Ils crurent avoir trouvé cette voie dans la conclusion d'une avalanche de pactes. Il se trouva dès lors des amateurs qui désirèrent croire au pacifisme de Moscou et qui ne voulurent pas voir derrière ce paravent de pacifisme l'échec complet de la puissance militaro-politique et sociale du pays. « Heureux celui qui croit », mais nous ne pouvons admettre que les vrais politiciens, les dirigeants de la vie européenne n'aperçoivent le véritable état de choses en Russie, derrière les fables de M. Litvinov. Or, en dépit de ce semblant de stabilisation, l'Union soviétique est extrêmement faible, aussi bien au point de vue militaire que social et économique.

En effet, nul n'ignore que la puissance militaire d'un pays se compose d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels les forces socialo-économiques et techniques du pays et l'état psychologique du peuple. Est vainqueur à la guerre celui qui possède ces facteurs ; or, que voyons-nous aujourd'hui en Russie soviétique ? Pas un de ces éléments n'est sûr : la vie économique du pays est détruite ; le paysannat et son économie, réservoir inépuisable de possibilités, est détruit du fait de la famine et des représailles poussées à l'extrême ; la classe ouvrière avec sa ration de pain et son état d'esclavage, est dans un état de mécontentement et d'irritation extrêmes, et quant aux forces techniques, pour tout autant qu'elles sont devenues étrangères, elles existent encore, mais les sources qui les alimentent, l'économie nationale, est complètement détruite et c'est pourquoi il n'y a rien à puiser dans ces sources, en cas de guerre, lorsque la nécessité se fera sentir de rétablir et de compléter les forces dépensées.



Reste donc un troisième facteur : l'état d'esprit du peuple ; l'on peut juger de cet état d'esprit par la publication du décret sur la « trahison ». Les conditions qui l'ont fait naître, le but qui lui est assigné par les bolcheviks, montrent suffisamment l'état d'esprit antisoviétique qui se manifeste parmi une population opprimée et terrorisée, mais aussi dans l'armée rouge, « ornement » et « fierté » du régime.

En présence de ce grave danger, les bolcheviks se sont rappelés aujourd'hui, la dix-septième année de leur existence, du mot « patrie » et ils prétendent par ce mot, rallumer le patriotisme de l'armée rouge et amener l'esprit des larges masses du peuple dans le sillon de la « défense de la patrie ». Vains efforts ! Depuis dix-sept ans, une guerre sans merci se poursuit entre le pouvoir et la population, une guerre sur tout le front, dans tous les domaines de la vie nationale. Le gouvernement et le peuple constituent deux fronts opposés qui luttent dans la Russie actuelle. L'union et l'amitié avec l'un de ces éléments entraînent l'irritation, la guerre avec l'autre. Entre ces deux forces un fossé profond s'est creusé, fossé dans lequel coule à torrents le sang du peuple, versé par le gouvernement si détesté. Et ce n'est pas le décret sur la « défense de la patrie » qui pourra assécher et combler ce fossé.

Si la guerre venait à éclater, les conditions objectives du moment dresseraient les masses populaires de l'Union, non pas contre l'ennemi extérieur, mais contre les persécuteurs, les oppresseurs de l'intérieur. L'histoire se répète et c'est logique. Comment veut-on qu'un peuple persécuté puisse défendre un pays que les tyrans possèdent, car actuellement, les peuples de l'Union sont privés de leur patrie ; il y a beau temps

qu'elle leur a été ravie et la lutte qui se livre en Russie même est une lutte entre la population et le gouvernement. Le premier de ces éléments s'efforce de libérer le pays des oppresseurs et de consolider sa victoire, l'autre fait l'impossible pour le garder et pour y régner.

Dans cette lutte incessante entre la population et le pouvoir, le décret joue le rôle de nouvel instrument dans les mains de ce dernier, et ce, afin de pouvoir désormais fusiller les mécontents, « au nom de la Patrie » et du « patriotisme ». Par lui-même, le fait de la résurrection du mot d'ordre « patrie » et la manière de le présenter, montre clairement que le nouveau décret n'est autre qu'un paravent derrière lequel se règlent des comptes sanglants avec le peuple en présence des événements extérieurs.

La presse soviétique officielle de ce jour loue et glorifie le sanglant décret qui, si l'on en croit les *Izvestia*, reflète on ne peut mieux le « patriotisme » soviétique ; oui, « soviétique » évidemment, et non le véritable patriotisme du peuple.

La presse officielle a beau se complaire dans ses témoignages de serviteur fidèle, cela ne peut qu'une fois de plus servir d'argument pour démontrer jusqu'à quel point ce régime abhorré et pourri demande à être sauvé par les « sentiments patriotiques » des malheureux esclaves du pouvoir soviétique.

Cependant il n'est point de salut pour la victime. Seule l'approche du danger extérieur peut lui venir en aide : dès lors, les chaînes qui rivent les peuples de l'Union tomberont et le jour de la véritable liberté, du patriotisme effectif luira sur le vaste territoire qui fut l'U. R. S. S.

S. MENAGARI.



## Les associations d'émigrés pour la S.D.N.

L'activité soviétique est aussi inlassable que multicolore. Qui aurait cru que le gouvernement de Moscou se déciderait à solliciter son admission à la Société des Nations qu'il avait toujours combattue avec acharnement en tant qu'institution destinée à consolider la domination des Etats capitalistes sur le monde ! Mais tout arrive. Le gouvernement soviétique, sans le souci du ridicule, se déclare maintenant sincèrement attaché aux principes de la S. D. N., principes qu'il a tant de fois foulé aux pieds, et il promet de lui apporter la collaboration loyale pour faire régner dans le monde le droit et la justice. Moscou, champion de la justice ! Voilà une thèse qui ne manque pas d'une certaine saveur.

Quoiqu'il en soit, le mouvement a été déclenché en vue de déblayer le terrain et de préparer l'opinion publique, surprise par ce brusque revirement de la politique des Soviets. Il a eu sa répercussion au sein même de l'Union Internationale des Associations pour la S. D. N., où une attaque a été déclenchée contre les Associations d'émigrés. Telle a été, du moins, notre impression lorsque nous avons reçu de l'un de nos amis des mieux informés la lettre que voici :

« Je crois, nous écrit-il, devoir attirer votre attention sur une proposition inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée qui aura lieu en Angleterre, à Folkestone, du 19 au 24 mai prochain. Cette proposition figure parmi les questions intérieures inscrites en tête de l'ordre du jour. Elle est ainsi conçue :

« Associations d'Emigrés. — Addition aux statuts, art. 49.

« Les Associations qui font partie de l'Union et ne se trouvent pas dans les conditions fixées à l'art. 3 des statuts, continueront à faire partie de l'Union à titre consultatif. »

Il ne vous échappera sans doute pas que les objections soulevées contre la présence d'Associations d'émigrés dans l'Union correspondent, dans une certaine mesure, au développement de la situation caractérisée par la reprise des relations diplomatiques que certains pays viennent de réaliser ou s'apprêtent à réaliser avec l'Union soviétique. Il n'est même pas impossible, d'après certaines informations que vous avez pu lire récemment dans la presse, que l'Union soviétique entre elle-même dans la Société des Nations, entraînant peut-être même la constitution d'une association soviétique pour la S. D. N., association qui pourrait éventuellement entrer dans notre Union Internationale. »

Il s'agissait donc, sinon d'éliminer tout à fait les Associations d'émigrés, tout au moins de restreindre leur plein droit à participer aux travaux réguliers de l'Union Internationale pour la S. D. D. Et cela parce que ces associations n'ont pas ou ne peuvent avoir leur siège social dans leur pays respectif.

L'Association géorgienne riposta aussitôt contre cette tentative. « Il est évident, disait-elle dans sa réplique écrite, que le principe territorial n'est nulle-



ment nécessaire pour avoir une association nationale. Quoi qu'il en soit, l'Association géorgienne a été légalement constituée en Géorgie en 1920. Si, plus tard, l'invasion de l'armée soviétique a mis fin à l'existence indépendante de l'Etat géorgien, cela n'autorise nullement à dire qu'elle ait été « constituée illégalement ou hors le territoire national. » L'agression russe et l'occupation du territoire de l'Etat géorgien ont déclenché dans le monde une indignation générale dont nous retrouvons l'écho dans les résolutions prises par l'Union en 1921 et par l'Assemblée générale de la S. D. N. elle-même en 1922 et 1924. En vertu de ces résolutions, la question géorgienne figure toujours à l'ordre du jour de la S. D. N., en vue de lui donner une solution conforme au droit et à la justice. La proposition actuelle tend donc à rien moins qu'à barrer à la Géorgie opprimée la petite voie qui lui reste de porter, par l'entremise de l'Union, à la connaissance du monde civilisé, l'injustice dont elle est victime. La proposition n'est donc qu'une approbation voilée de l'agression russe. »

Il va de soi qu'à Folkestone, à la séance de la Commission intérieure où la proposition allait être discutée, étaient présentes les délégations géorgienne et ukrainienne, l'une présidée par M. Gueguetchkori et l'autre par le Prof. Choulguine, tous deux anciens ministres des affaires étrangères de leurs pays respectifs. L'Association russe brillait par son absence. Evidemment les émigrés russes, ceux tout au moins qui se groupent sous la bannière de M. Milioukov, cèdent volontiers la place aux délégués de Moscou

qu'ils espèrent y voir un jour. Aussi vieux qu'il soit, M. Milioukov fait montre d'une croissance toute juvénile, il évolue toujours pour finir par se confondre totalement avec les bolcheviks. Mais c'est là une autre histoire.

Le 22 mai, la séance de la Commission intérieure s'ouvrit sous la présidence de M. Malcolm Davis, délégué américain, qui déclara avec une franchise et une impartialité qui lui font honneur, qu'en soulevant autrefois, à Montreux, la question actuelle, il n'avait pas eu l'intention de porter atteinte aux droits des associations géorgienne ou ukrainienne, pas plus qu'il n'en avait actuellement, en la soulevant une fois de plus; il était seulement frappé par la contradiction qui se dégage entre l'art. 3 des statuts de l'Union et la situation réelle des associations d'émigrés en général. Son désir n'était autre que de montrer cette contradiction et si possible d'y mettre fin par un amendement approprié.

Dans le débat qui suivit, l'intervention de M. Stronski, délégué polonais, fut aussi brillante que décisive. Il montra des lacunes juridiques dans les statuts mêmes de l'Union qui, tout en donnant des règles pour l'admission des membres de l'Union, ne disent rien sur la procédure à suivre lorsqu'il s'agit d'expulsion des membres ou de restriction de leur droit. L'analyse incisive et irréfutable du délégué polonais déterminait le sort de la proposition : elle fut reconvenue question préalable et rayée de l'ordre du jour.

G. G.





# Revue de la presse

*L'opinion d'un publiciste italien ..  
sur le problème oriental ..*

M. Enrico Insabato, éminent publiciste italien, ancien député au parlement et auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux problèmes d'Orient a communiqué ses intéressantes observations sur la question d'Orient. M. Enrico Insabato qui s'adonne depuis longtemps à l'étude de ces problèmes et a été en son temps rédacteur en chef d'un journal italo-arabe en Egypte, poursuit en ce moment ses études dans ce domaine.

\*\*\*

Deux problèmes, a déclaré le publiciste italien, retiennent particulièrement mon attention : celui de l'Islam et celui qu'on appelle improprement le danger jaune. Notre grand chef Mussolini a déjà dans un discours très lucide exposé ce que doit être la grande ligne centrale de la conduite pas seulement de l'Italie, mais aussi de toute l'Europe pacifiée et solidaire, vers laquelle tendent tous ses efforts vis-à-vis du problème africain et asiatique.

Pour des buts obscurs que je ne veux pas rechercher, on a voulu se servir de son discours pour susciter la méfiance de la Turquie que l'Italie désire forte et indépendante, avant-poste asiatique de la civilisation européenne que son grand fils Mustapha Kemal a répandue en Turquie.

Je ne crois pas que la Pologne, dont l'esprit et la culture occidentale constituent sa force et sa gloire à travers les siècles, ait pu se méprendre sur la haute et pacifique pensée du Duce.

A mon point de vue d'investigateur je pense que white man's burden c'est un bien lourd fardeau qui ne peut plus être porté par la seule Angleterre, mais par une Europe unie et consciente de sa haute mission. Une Europe, à laquelle pourraient bien collaborer les Japonais pourvu qu'ils ne veuillent pas nipponiser et monopoliser la Chine, laquelle a droit à l'intégrité de son territoire ethnographique et à l'exercice de sa pleine souveraineté, mais qu'ils veuillent au même titre et aux mêmes conditions des autres nations profiter des offres de la Chine pour une expansion pacifique.

L'étude de cette imposante question d'Extrême-Orient impose alors d'étudier les questions de cet énorme territoire qui s'interpose comme un diaphragme entre l'Europe et l'Extrême-Orient et, par conséquent, d'étudier toutes les populations qui l'habitent au point de vue du rôle qu'elles auront à jouer dans l'avenir.

Trois grands groupes ethniques nous intéressent soit comme avant-gardes, soit comme remparts de la civilisation occidentale.

1° Les Finnois qui sont dispersés en grands flots depuis l'Obi jusqu'à Fénoscandie. Mais si pour des raisons géographiques et économiques les Ingres et les Caréliens peuvent aspirer à une réunion politique avec leurs frères Suomis, les autres comme les Zyrians, les Tchérémisses, les Votiaks ne peuvent penser à s'affirmer comme nations indépendantes qu'en se pénétrant du rôle que les savants et les patriotes finlandais voudraient leur attribuer.

2° Les Touraniens, dont l'importance



est bien plus grande, car ils sont bien plus nombreux et compacts. En laissant de côté les Yacoutes et les Bouriates, dont l'avenir est lié à celui de la Sibérie, ceux qui s'imposent à l'observation sont les Turko-Tatars de l'Idel-Oural, du Turkestan, de l'Azerbaïdjan, etc. Il s'agit de millions d'hommes, dont une bonne partie est déjà arrivée à un degré de haute culture et qui depuis des temps immémoriaux ont empêché le débordement de la race jaune vers l'Occident. Ils constituent des nations qui ont le droit à l'indépendance et qui l'auront.

3° Les Ukrainiens et les Géorgiens qui ont déjà le passeport international et auxquels même les bolcheviks ont donné leur visa en reconnaissant théoriquement leur indépendance.

Restent encore quelques petites nations comme les Blancs-Ruthènes, dont l'avenir me semble lié au sort de la Pologne et de la Lithuanie. Bien que ces études envisagent un avenir plus ou moins éloigné, tout en voulant rester en dehors de la politique, nous sommes obligés de porter notre attention sur des populations qui constituent les minorités de l'U. R. S. S., puisqu'il s'agit de savoir si elles pourront résister et exister après les grandes transplantations forcées, après la famine et les persécutions dont elles sont victimes. C'est une question qui devrait être l'objet d'un examen attentif de tous les hommes de bonne foi et de cœur.

La proposition du gouvernement polonais au sujet de la généralisation de la protection des minorités pourrait avoir à ce propos une importance de premier ordre.

Si l'U. R. S. S. entre dans la Société des Nations avec l'honnêteté et la loyauté sur laquelle tout le monde et la France, la première, a le droit de compter, elle devra éclaircir ce qu'est la théo-

rie et la pratique communiste en matière minoritaire et ce que M. Postychev entend par anéantissement des oppositions nationalistes.

Tant qu'on pourra laisser planer le doute que dans l'U. R. S. S. le seul fait d'exprimer une opinion en faveur d'une minorité nationale peut porter tout au moins au suicide, il me semble qu'il ne peut y avoir de place à Genève pour des nations qui se trouveraient exposées à la voir comme juge dans des questions un peu moins tragiques, que celle d'un monsieur qui a déchaîné toute la paperasserie du Secrétariat et du Conseil de la Société des Nations, parce que l'eau de pluie a inondé la cour de son auberge.

Mais toutes ces considérations ouvrent la porte à la politique, et puisque mes opinions tout à fait personnelles n'ont rien à voir avec mes études d'ordre purement culturel et scientifique, je m'empresse de fermer la porte et d'ouvrir la fenêtre pour regarder loin dans l'espace et dans le temps, si on peut déceler quelques signes d'un assagissement de l'Europe.

\*\*

*Pourquoi les bolcheviks veulent tant entrer dans la Société des Nations.*

De Londres 21 mai, le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* écrit :

Le désir grandissant de l'U. R. S. S. d'entrer dans la Société des nations devient une grave question pour la diplomatie européenne. Jusqu'à présent, Moscou a manifesté très peu de sympathie pour Genève. Le désir des bolcheviks de se mettre d'accord avec la S. D. N. s'explique par les trois raisons suivantes :



La première — c'est la peur qu'éprouvent les bolcheviks du Japon et de l'Allemagne; les bolcheviks espèrent qu'en entrant dans la Société des Nations ils trouveront un appui moral et diplomatique et, pour ce qui est de l'Allemagne une garantie militaire des frontières de l'U. R. S. S.

La deuxième — c'est le désir qu'éprouve le Gouvernement français d'attirer l'U. R. S. S. dans la S. D. N. afin d'y renforcer les éléments anti-allemands à l'Assemblée générale. A Paris, on estime que la présence de l'U. R. S. S. à la Société des Nations peut faciliter la création d'une alliance entre la France, l'U. R. S. S., la Tchécoslovaquie et « quelques Etats baltes ».

La troisième — c'est que Moscou espère qu'avec l'entrée de l'U. R. S. S. dans la Société des Nations, elle obtiendra sa reconnaissance par la Suisse, la Belgique et la Hollande. Toutefois, il semble bien que les bolcheviks s'intéressent bien plus au pacte de non-agression qu'à leur entrée dans la Société des Nations. M. Litvinov se propose de soumettre un projet de pacte de désarmement à la Conférence sans attendre la réunion de l'Assemblée générale de la S. D. N. Mais il est bien certain qu'il ne réussira pas à obtenir la signature d'un tel pacte par les principales puissances européennes. L'Angleterre, pas plus que l'Italie ni la Pologne ne donneront la promesse de défendre la frontière soviétique contre le Japon ou contre l'Allemagne. La Belgique et autres pays « neutres » se refuseront également à toute interven-

tion. Le même doute subsiste quant à la Roumanie et à la Yougoslavie. L'Italie et la Pologne ont nettement signifié le désir de ne prendre aucune part à une combinaison anti-allemande à Genève.

Quelques alliés de la France, ajoute le correspondant, sont fort inquiets à l'idée que cette dernière peut vouloir se charger de défendre les frontières soviétiques.

En outre, la candidature de l'U. R. S. S. à la Société des Nations suscitera tout une série d'objections. Certains Etats qui n'ont pas reconnu l'U. R. S. S. et qui sont membres de la S. D. N. discuteront ses droits à l'Assemblée de l'Institution de Genève, prenant en considération les particularités du régime soviétique. D'autre part, la Pologne et l'Espagne, se proposent de demander un siège permanent à la Société des Nations au cas où un siège semblable serait promis aux bolcheviks.

\*\*

Analysant la politique étrangère de l'Union soviétique, le *Sotsialistitcheski Viestnik* écrit :

Cette situation paradoxale montre qu'en dépit des succès de la diplomatie soviétique, l'ensemble de ses travaux, au cours de ces seize années, ne s'exprime que par le fait que l'Union soviétique se trouve être à un degré minima le créateur de la situation internationale et de sa propre destinée en politique extérieure. Par contre l'Union soviétique se trouve être la victime passive d'autres forces agissantes au sein de l'arène internationale. Dans ce cas, évidem-



ment, la dictature bolcheviste peut s'en reporter à des « conditions objectives » qu'elle hait avec tant de force. Et cette allusion sera suffisamment valable, du moins tout autant que parmi les facteurs qui ont préparé et qui préparent actuellement ces conditions, une place suffisante sera réservée à la propre politique extérieure du Gouvernement bolchevik et que celle-ci, comme toute politique étrangère, ne peut être autre chose que la continuation et le complément de sa politique intérieure.

Il est certain que la dictature bolcheviste a toujours subi la pression des « conditions objectives » mondiales. Mais à l'époque héroïque de l'enthousiasme révolutionnaire, elle a su être un facteur, susceptible d'allumer la flamme des larges masses de travailleurs à l'intérieur du pays et hors du pays et par cela même créer une barrière à ce point infranchissable devant ses ennemis et une si grave menace à l'arrière desdits ennemis contre lesquels sont venues se briser toutes les tentatives interventionnistes de la plus puissante coalition des Etats impérialistes. Cette dictature réussit à imposer la paix et à rétablir des relations diplomatiques et commerciales avec le monde capitaliste réuni, sur le point d'entreprendre une guerre et de décréter le blocus de ses côtes. Elle réussit en un mot, en tant que force individuelle, dressée contre les forces capitalistes du monde, créer selon ses vues, des « conditions objectives » et les transformer à son profit.

Mais au cours de ces quinze années, la dictature bolcheviste dont

l'instinct de conservation a été mis au-dessus des intérêts des masses laborieuses et de la révolution, non seulement n'a pas su multiplier le capital révolutionnaire amoncelé dans la période héroïque, mais elle a eu le temps d'en dépenser une bonne partie.

Le journal conclut en exprimant le regret de ne pas voir plus d'activité dans les rangs bolcheviks, mais une activité susceptible d'allumer l'enthousiasme révolutionnaire parmi les masses des travailleurs.

\*\*

L'évolution de la politique soviétique n'est pas le phénomène le moins curieux de ces derniers temps, écrit *Paris-Soir*.

Moscou, qui s'était d'abord rangée dans le camp des chambardeurs, c'est-à-dire de ceux qui voulaient reviser ou détruire les traités, Moscou qui ne cessait de fulminer contre cette institution capitaliste qu'est la S. D. N., et qui ne s'était introduite à Genève que pour saboter la Conférence du Désarmement par des surenchères démagogiques, Moscou s'est rapprochée des « conservateurs ». La voilà maintenant acharnée à défendre le *statu quo* territorial, à réclamer, par des pactes, cette sécurité qu'elle ne voyait autrefois que dans un désarmement radical et à postuler son admission à la S. D. N.

Est-ce que, par hasard, les Soviets auraient donc renoncé à leurs principes? Non point. Mais, comme il est des accommodements avec le ciel, de même il en est d'indispensables avec les contingences de ce monde. La théorie la plus



intransigeante est obligée de se plier aux faits et de tenir compte des réalités et des circonstances. Telle est la nécessité qui s'est imposée aux Soviets sous l'effet d'une double menace, la menace japonaise et la menace allemande. La tension extrême-orientale qui semble devoir aboutir tôt ou tard à un conflit n'est pas sans inquiéter depuis longtemps le gouvernement de Moscou. Autrefois, il pouvait compter que l'Allemagne se ferait son gendarme du côté de l'Europe. L'avènement de Hitler l'a obligé à faire face au nouveau danger de la croisade prêchée contre le bolchevisme, aggravé par le récent pacte germano-polonais.

Voilà pourquoi M. Litvinoff s'est rapproché des Etats-Unis, qui ont les mêmes intérêts que lui dans le Pacifique. Voilà pourquoi, en Europe, il a signé des pactes de définition de l'agresseur avec tous ses voisins, Turquie et Roumanie comprises; pourquoi, alors que le Japon et l'Allemagne en sont sortis, il demande à entrer à la S. D. N., et pourquoi, tout naturellement, il s'est orienté du côté de la France. Celle-ci, de son côté, par suite de la menace allemande, à cause des hésitations anglaises à intervenir pour garantir la sécurité européenne, a dû, également, abandonner l'intransigeance de ses principes et composer avec le réel. Ses intérêts la portent, à son tour, à s'entendre de nouveau avec la Russie. Longtemps l'attitude de la Petite Entente a mis un obstacle à cette nouvelle orientation. Mais Bucarest

ayant signé un traité avec Moscou, Prague et Belgrade étant prêtes à reconnaître les Soviets, les difficultés ont disparu.

Au moins de ce côté, car il en subsiste deux sortes d'autres. La Pologne, d'abord, fait quelques réserves. Elle a bien renouvelé son traité de non-agression avec Moscou. Mais elle refuse d'aller plus loin. Promue récemment à ce rang de grande puissance auquel elle tient tant, elle répugne de voir maintenant entrer au conseil de la S. D. N. une autre grande nation, sœur de race, susceptible de diminuer son influence parmi les Slaves. De plus, son traité avec l'Allemagne la gêne dans les entournures. Et l'on sait que, sur le terrain polono-russe, le voyage du ministre des Affaires étrangères français à Varsovie n'a pas pu arranger les choses. A ces obstacles d'ordre particulier vient se joindre une considération d'ordre plus général : la crainte pour la S. D. N. et pour les puissances européennes de se voir entraînées dans ce terrible conflit extrême-oriental qui menace d'y perdre des plumes.

Ces difficultés, il est vrai, ne sont pas insurmontables. A une condition toutefois : c'est que Moscou sache borner ses désirs et ne cherche pas, purement et simplement, à troquer son appui à la sécurité européenne contre notre contribution à sa sécurité asiatique. Les deux problèmes sont nettement distincts.

.....



# Chronique

*Encore un témoignage sur les beautés  
du paradis soviétique*

*Le Courrier de Genève*, dans son numéro du 10 mai, donne le compte rendu d'une conférence faite par le pasteur Chalabert qui vient d'échapper au baigne soviétique. Voici dans quels termes s'exprime le conférencier : « La classe paysanne en Ukraine, au Caucase et sur la Volga est vouée à une destruction complète. L'an passé, en Ukraine seulement on a massacré dix mille paysans et déporté en Sibérie, dans des camps de concentration, trente-six mille familles de paysans.

Il est impossible de décrire les horreurs, les drames qui se passent lors de la déportation de ces malheureux, arrachés de force des habitations de leurs ancêtres, pour être transportés dans les terres glacées de l'extrême-nord, où les attend la mort des martyrs. La vie dans les camps de concentration n'est qu'un terrible enfer. Il n'est pas étonnant, dit le pasteur, que dans le camp de concentration où je me trouvais, des déportés mourussent par milliers. On les enterrait par dizaines dans des fosses communes.

Au moment où le peuple en U. R. S. S. meurt de faim, d'une famine qu'on dirait systématiquement cultivée et soutenue, on a fait transiter par Riga en Allemagne, un convoi d'or soviétique et onze trains de marchandises chargés de blé. Et l'argent de ce blé sert à acheter des armes avec lesquelles les paysans sont massacrés, il sert à acheter les métaux et autres produits indispensables à l'industrie de guerre... »

*La population ukrainienne,  
décimée par la famine,*

*est remplacée par des Russes*

D'après les données du congrès régional agricole qui a eu lieu le 24-3 de l'année courante, on constate que plus de 186.000 Kholkhoziens ont été transportés en Ukraine de la région de Léningrad.

Précédant cet exode, plus de 35.000 paysans russes ont été également envoyés en Ukraine, ce qui porte, en tenant compte des familles de ces paysans, à près d'un million le chiffre des nouveaux arrivés.

Ainsi la population ukrainienne autochtone décimée par la famine, est remplacée par une population russe, étrangère au pays. Cet état de choses provoque le mécontentement général parmi la population ukrainienne.

*La sécheresse en Ukraine*

Une grande sécheresse règne en Ukraine et au Caucase du Nord. Les autorités soviétiques ont ordonné une mobilisation générale des moyens d'arrosage comme pompes d'incendie, tonneaux, tracteurs, locomotives, etc., ainsi que des ouvriers et des hommes de troupe pour l'arrosage de la campagne. Si la sécheresse persiste, tout fait craindre l'anéantissement total des semences et, comme conséquence, l'extension de la famine qui sévit actuellement en Ukraine.

*Un appel aux femmes du monde  
civilisé*

Sous ce titre « l'Alliance des femmes ukrainiennes » de la Galicie Orientale



a publié un vibrant appel signé de Mme Myléna Roudnycka, député à la Diète polonaise, reproduit dans la presse étrangère.

Cet appel contient des détails impressionnants sur la famine en Ukraine, détails qu'il est bon de rappeler ici :

« L'Ukraine se meurt de famine. Ce n'est pas une vaine phrase, ni une exagération. Malgré tous les efforts du Gouvernement Soviétique pour cacher la vérité devant le monde, cette vérité éclate et se répand à travers les frontières : la population de la fertile Ukraine, autrefois grenier de l'Europe, se débat, en proie à des souffrances atroces. Voici quelques données concernant deux districts du centre de l'Ukraine, ceux de Kaliniv et de Koziatyn ; dans le village de Zalyvan de 3.500 habitants, l'on compte près de 2.000 personnes qui, l'an dernier, ont péri de famine et d'épuisement ; dans le village de Ilubyncei, l'on en compte 800 sur 1.600 ; dans le village de Sachansk, 700 sur 1.500 ; dans la bourgade de Samohorolok, 800 sur 3.000. Nous tenons ces chiffres de ressortissants de ces régions et l'authenticité de ces faits est appuyée par des personnes dignes de confiance. Des milliers de lettres de ces malheureux implorant des secours contre une mort certaine arrivent chez nous et prouvent que la population de tout le territoire de l'Ukraine Soviétique est atteinte par la famine. »

Après avoir retracé l'histoire de toutes les persécutions dont les Ukrainiens ont été et sont toujours victimes, les Ukrainiennes s'adressent à leurs sœurs du monde entier :

« Femmes organisées du monde entier, dont les sentiments humanitaires nous sont connus depuis notre travail commun, faites tout le possible pour empêcher les satrapes rouges de continuer

leur œuvre de bourreaux envers des êtres humains, affamés et sans défense.

Faites tout le possible pour porter secours à l'Ukraine. Votre activité concentrée et coordonnée pourrait amener un changement de l'opinion publique vis-à-vis du Gouvernement Soviétique.

Elevez votre voix devant votre gouvernement, protestez contre l'importation du blé ukrainien qu'on ravit à la population affamée, au prix de milliers de vies humaines.

Ne vous contentez pas du rôle passif d'un spectateur qui observe tranquillement comment des millions d'humains périssent par la famine tandis que dans d'autres pays on gaspille les denrées alimentaires, on chauffe les fours des usines avec du maïs, on laisse pourrir les légumes, etc. Demandez une action internationale pour faire transporter immédiatement des denrées en Ukraine.

Ne permettez pas à l'humanité de devenir complice des crimes de la dictature en Ukraine. Celui qui ne proteste pas contre ces crimes en devient le complice.

Pour l' « Alliance des Femmes ukrainiennes :

*La Présidente :*

Myléna Roudnycka, député. »

#### *Les nouveaux dictateurs de l'Ukraine*

D'après une décision du Comité exécutif central du parti communiste de l'Ukraine du 28-4, Lubtchenko est nommé président du conseil des commissaires du peuple de la « République Socialiste Soviétique Ukrainienne ». Lubtchenko est de naissance Ukrainien, mais depuis la révolution il n'a jamais manifesté de sentiments patriotiques, étant communistes avant tout. Quant à Schelokhès, suppléant de Lubtchenko, c'est un Russe, d'origine « prolétarienne », membre du parti communiste depuis



1908, lequel a occupé, après la révolution bolcheviste, des postes importants en Sibérie et en Ukraine.

Le prédécesseur de Lubtchenko, M. Tchoubar, a été élevé — après onze ans de séjour en Ukraine — à la dignité de vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'Union Soviétique.

#### *Contre le nationalisme en Ukraine*

Par ordre de M. Postychev, au cours des derniers trois mois, les Editions d'Etat en Ukraine et les différentes Bibliothèques ont livré 36 wagons de livres et de brochures publiés par l'Académie de Kiev au temps de M. Skrypnik pendant la période dite d' « ukrainisation ».

Tous ces ouvrages sacrifiés doivent servir à alimenter les fabriques de papier. La revision de ce qui a été édité en langue ukrainienne continue.

Le but de ces mesures est de détruire tout ce qui, aux yeux du gouvernement de Moscou, peut réveiller et entretenir le sentiment national ukrainien.

#### *Révoltes et exécutions en Ukraine Soviétique*

Notre correspondant particulier de Constantinople nous informe que des manifestations violentes se sont produites dernièrement un peu partout en Ukraine et qu'elles ont été cruellement réprimées.

Ainsi dans la région de Braïlov, un détachement d'insurgés a été entouré par les bolcheviks. Quatorze personnes ont été envoyées à Kiev où elles ont été fusillées.

Dans la région du Kouban, une troupe de téhédistes armés a livré bataille à un détachement d'insurgés ukrainiens qui ont réussi à s'échapper vers la montagne.

A Kertch, à l'occasion de la dernière grève, on a procédé à une « épuration » parmi les ouvriers. De nombreux Ukrainiens ont été exclus du parti communiste.

A Odessa, les ouvriers font distribuer des tracts antimoscovites au sujet de la famine qui sévit dans le pays.

#### *La terreur à Kiev*

Au cours de l'instruction sur une affaire de propagande nationaliste ukrainienne, les inculpés Wassilevski, étudiant Ciboula, cheminot, et Lissenko, instituteur, ont subi de terribles tortures qui entraînèrent leur mort.

Cette affaire a motivé un arrêté des autorités de Moscou contre le juge d'instruction du Guépéou de Kiev, M. Bere-zopolski, qui relève le magistrat de ses fonctions.

#### *La cathédrale Sainte-Sophie a été désaffectée par les autorités soviétiques*

On nous mande de Kiev que la cathédrale Sainte-Sophie, église la plus ancienne et la plus vénérée par les fidèles ukrainiens, vient d'être fermée au culte.

Désormais elle servira de local à l'administration agraire.

#### *La constitution du Comité d'Amitié des Peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine*

Le 10 mai 1934 a eu lieu à Paris la réunion constitutive du Comité d'Amitié des Peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine.

Etaient présents : MM. M. Y. Mehtiev, A. B. Atam Alibekov (Azerbaïdjan), M. I. Tchoulik (Caucase du Nord), M. A. Tchenkéli (Géorgie), M. Tchokaï Oglou (Turkestan), MM. A. Choulguine et H. Kossenko (Ukraine).



# BIBLIOGRAPHIE

## LE CODE GEORGIEN dit CODE VAKHTANG

(Version française d'après le manuscrit  
géorgien N° 24 de la Bibliothèque  
Nationale de Paris)

par

Joseph KARST

Professeur à l'Université de Strasbourg

*L'éditeur Heitz et Cie (Strasbourg)*  
nous communique la note suivante :

Parmi tous les ouvrages juridiques de  
l'Orient, le

*Code Géorgien, dit Code du roi Vakhtang*  
est un des plus intéressants et un des  
plus remarquables.

Ce code n'est pas seulement un chef-  
d'œuvre de la littérature ibéro-géor-  
gienne, il forme en même temps la base  
d'une jurisprudence comparative de  
l'Asie antérieure : Code de Hammou-  
rabi (droit de l'ancienne Babylonie),  
droit des rois de l'ancienne Assyrie, lé-  
gislation élamitique (éd. P. Scheil), ainsi  
que de l'étude du droit et de la législa-  
tion hittite. Le droit ibéro-géorgien —  
tel qu'il se présente dans le Code Vakh-  
tang — forme le supplément et l'illus-  
tration — la conclusion définitive — du  
droit hittite ainsi que du droit arménien  
et hindou (Code Manou).

Ce précieux ouvrage, si important  
pour l'histoire de la civilisation du pro-  
che Orient, est resté dans son ensemble  
inédit jusqu'ici par suite d'une série de  
fatalités et de fâcheuses coïncidences.  
Une édition française du même ouvrage  
préparée et même annoncée par le célè-  
bre M. Fél. Brosset, membre de l'Aca-  
démie de Saint-Petersbourg, n'a jamais  
paru et toutes les recherches à ce sujet  
n'ont donné aucun résultat. Quelques

extraits contenus dans des ouvrages de  
voyage (Haxthausen, *Transkaukasien*,  
T. II), de même que quelques périodi-  
ques orientalistes ainsi qu'une para-  
phrase très abrégée en langue russe (de-  
puis longtemps épuisée et inutilisable),  
étaient jusqu'à présent les seules res-  
sources pour connaître ce monument  
législatif; elles ne donnaient qu'une idée  
incomplète et médiocre du contenu si  
riche de cet ouvrage.

Pour remédier à cette lacune, nous fai-  
sons paraître pour la première fois une  
édition complète et scientifique de l'ou-  
vrage dont voici quelques jugements de  
spécialistes compétents :

« All this mass of legislation is  
only known in Europe by hearsay.  
It is of extraordinary interest to  
students of comparative jurispru-  
dence; ... this Code of Vakhtang,  
is based upon the most ancient cus-  
toms of the georgian race and  
might profitably engage the atten-  
tion of Assyriologists. » (1)

« Ce code de lois géorgien du  
prince Vakhtang n'a pas seule-  
ment eu jadis une extrême signifi-  
cation culturelle et politique pour  
toute la Géorgie, mais représente  
encore, par son texte et son carac-  
tre original, un des monuments  
juridiques les plus imposants qui  
nous aient été transmis de l'anti-

Citons finalement encore le jugement  
quitte. » (2) :

(1) Sir OLIVIER WARDROP, éditeur du texte  
juridique oriental, dans *The Journal of the  
Royal Asiatic Society*, July 1914.

(2) M. Félix HOLLDACK, dans son ouvrage  
sur la Constitution et la législation de la Trans-  
caucasie, Leipzig 1907, pg. 91.



de M. R. Dareste, qui appelle ce même Code géorgien (1)

« l'un des monuments les plus intéressants pour l'Histoire du Droit, un monument législatif de premier ordre, digne d'être traduit par quelque orientaliste dans une langue occidentale européenne. » ... « Ce fameux code grusino-ibérien du prince Vakhtang nous fait mieux comprendre ce qu'étaient les Grecs au temps d'Homère et jusqu'à Dracon, les Romains au temps préhistorique, les Gaulois avant César, les Germains à l'époque des invasions, les Russes sous le règne de Jaroslav, les Scandinaves au XIII<sup>e</sup> siècle. »

L'auteur, M. J. Karst, l'orientaliste et juriste avantagement connu de l'Université de Strasbourg, était tout appelé à assumer et à mener à bonne fin

cet œuvre d'édition et de version française du dit Code, étant donné que c'est lui qui, déjà par sa grande publication et interprétation des Codes juridiques de l'Arménie (*Armenisches Rb.*, vol I et II in folio, Strasbourg 1905-6; *Grundriss der Geschichte des armenischen Rechtes*, I-II Stuttgart 1906-7) a jeté la base et les fondements d'une science composée des droits et législation pontasiatiques et transeucasiennes. L'auteur n'a rien négligé en vue de présenter ce beau travail d'*Editio princeps* qui est basée sur le Code géorgien manuscrit de la Bibliothèque Nationale de Paris, sous une forme à la fois scientifique et accessible au grand public.

L'ouvrage est accompagné d'un commentaire philologique-juridique continu et d'une table des matières qui en facilite l'usage.

Le volume comprend 347 et VIII pages gr. in-8°

Prix : broché, 80 francs.

(1) Rodolphe DARESTE, *Etudes d'Histoire du Droit* (1889), pp. 129 et 135.

La Gérante : A. Laizé.

**EN VENTE:**

## Difficultés Socialistes

NOË JORDANIA.

Maison Coopérative du Livre

229 Pages  
Prix : 8 fr.

6bis, rue de l'Abbaye  
PARIS (6°)



VIENT DE  
PARAITRE

# LE PROBLÈME --- DU CAUCASE

par MIR YACOUB

Docteur en droit

ETUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE  
DU MOUVEMENT NATIONAL  
DES PEUPLES DU CAUCASE

**Prix: 20 francs**

EN VENTE:

à la LIBRAIRIE G. P. MAISONNEUVE, 3, rue du Sabot à Paris  
et chez l'auteur

161-bis, rue de la Convention à Paris



E5114E  
1934

TYPOGRAPHIE  
FRANCO CAUCASIENNE  
50, FAUBOURG DU TEMPLE  
PARIS XI

5-406